

■ Un soldat turc à la frontière du Kurdistan irakien: le PKK et l'Etat turc sont en conflit depuis 1984.

Turbulen ces en Turquie

La tension à la frontière turco-irakienne se prolonge. Après les menaces d'incursion militaire d'Ankara pour venir à bout des rebelles kurdes au nord de l'Irak, la fragile perspective d'une solution politique et diplomatique est maintenue. Pour l'instant.

Un signe qui ne trompe pas. Le prix du pétrole atteint de nouveaux records. Depuis l'annonce par Ankara d'une possible intervention militaire au nord de l'Irak contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le cours du pétrole s'affole. Le 17 octobre, le Parlement turc autorisait en effet des opérations militaires transfrontalières contre les bases de l'organisation séparatiste retranchée du côté irakien. C'est à la suite d'une embuscade tendue par le PKK contre une patrouille turque provoquant la mort de

23 rebelles, de douze soldats turcs et la prise en otage de huit autres que la situation à la frontière s'est sérieusement dégradée. Depuis, l'escalade se poursuit. Les heurts entre les deux parties et les victimes se multiplient. Le 26 octobre, les pourparlers avec la délégation irakienne à Ankara se sont soldés par un échec. En Turquie, des manifes-



assez facile de classer le PKK dans cette catégorie large et floue des mouvements terroristes, d'autant plus qu'il existe un discours politique qui se structure contre ces mouvements terroristes et qui s'adosse à un discours politique, américain en l'occurrence, et repris par un certain nombre d'Européens, de lutte contre ce qui serait une nébuleuse du terrorisme international. Pour Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) de Paris, «le PKK est incontestablement une organisation terroriste puisqu'elle s'en prend indistinctement aux populations civiles en posant des bombes dans des lieux fréquentés uniquement par des civils et à des bâtiments militaires en Turquie», ajoutant que «le PKK n'hésite pas à utiliser des moyens mafieux pour se procurer de l'argent - trafic d'armes, de drogue» et qu'il était «organisé selon un modèle stalinien au sein duquel les opposants sont expulsés ou liquidés».

La Turquie, qui possède une importante minorité kurde sur son territoire, voit d'un très mauvais œil la constitution au nord de l'Irak post-Saddam d'une région autonome du Kurdistan. Dorothee Schmid explique que «pour les Turcs, la difficulté kurde est double, remontant à la fondation de la république turque en 1923. Il s'agit à la fois d'un problème de nature sociale et culturelle et d'un problème de frontières, de formation d'un Etat indépendant pour les Kurdes, sachant que le peuple kurde se partage entre quatre Etats dans la région». Par ailleurs, Didier Billion affirme que «la Turquie condamne tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à une forme d'indépendance d'un hypothétique Kurdistan. C'est pourquoi les autorités turques voient ce qui se déroule au nord de l'Irak avec beaucoup de méfiance. Mais il faut bien comprendre que les Kurdes en tant que revendication culturelle sont considérés comme des citoyens à part entière en Turquie et bénéficient des mêmes droits politiques. On peut critiquer le fait que les droits culturels ne soient pas suffisamment élargis. Mais lors des législatives de juillet, une vingtaine de candidats ont été élus se réclamant du Parti de la société démocratique, un parti kurde. Ce qui permet de comprendre que le PKK ait accentué ses activités militaires et terroristes ces derniers mois, percevant cette forme de représentation parlementaire d'élus kurdes

Le PKK, une organisation terroriste ?

Le PKK, constitué en 1978, mène une guerre contre l'Etat turc ayant fait plus de 37 000 morts de part et d'autre depuis 1984. Ce groupe est considéré par les Etats-Unis, l'Union européenne et la Turquie comme une organisation terroriste. Selon Dorothee Schmid, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) de Paris, «il est

comme une concurrence». Le gouvernement central de Bagdad étant le seul interlocuteur légitime pour Ankara, le Premier ministre turc Recep Erdogan refuse de négocier directement avec le président du gouvernement autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, accusé de couvrir le PKK. Concernant la position des Kurdes d'Irak, Didier Billion explique qu'«il y a eu des déclarations de responsables kurdes irakiens, y compris du président du gouvernement kurde irakien M. Barzani, demandant au PKK de s'insérer dans le jeu politique en Turquie et de déposer les armes. Les Kurdes d'Irak voient d'un assez mauvais œil l'intensification des opérations du PKK et ne tiennent pas à ce que l'instabilité se développe dans leur région. En même temps, au nom de la solidarité entre Kurdes, ils ne veulent pas intervenir directement mais tentent de faire quelques pressions sur le PKK pour un arrêt de ces opérations».

Déstabilisation de la région

Erdogan doit se rendre lundi 5 novembre à Washington pour rencontrer le président George W. Bush. La crise à la frontière turco-irakienne ne manque pas en effet d'inquiéter Washington qui y voit le risque de déstabilisation de cette région pétrolière la plus stable en Irak actuellement. Si Bagdad tente de calmer le jeu sous la pression des Etats-Unis en interdisant notamment au PKK d'opérer sur son territoire, la Turquie n'en écarte pas moins l'éventualité de l'incursion militaire. Didier Billion insiste à cet égard sur les contradictions dans la politique américaine en particulier que révèle cette crise entre la Turquie et le PKK : «Les Turcs ne comprennent pas que les Etats-Unis ou l'Union européenne qualifient le PKK de terroriste et se refusent à prendre des mesures réelles contre cette organisation. Et ce alors que le président Bush déclare que le terrorisme était le défi principal auquel les sociétés occidentales se trouvaient confrontées. On a là deux poids deux mesures. Depuis la chute de Saddam Hussein, les autorités turques ne cessent de demander en vain aux autorités américaines de prendre des mesures contre le PKK. Mais les Turcs n'acceptent plus que le PKK puisse causer impunément des dégâts humains et matériels en Turquie. S'il n'y a pas de solution politique, l'intervention militaire aura lieu». Pourtant, le 1^{er} novembre, à la veille du déplacement de la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice à Ankara, un porte-parole du Pentagone a annoncé que les Etats-Unis fourniraient à la Turquie des informations sur l'emplacement des rebelles kurdes le long de sa frontière. De la solution politico-diplomatique ou de l'incursion militaire, laquelle l'emportera ? La question reste ouverte. ■

AMINA BOUBIA